



## EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

### SÉANCE DU 06 JUILLET 2022

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En Exercice	Qui ont pris part à la délibération
21	21	20 + 1 P

*L'an deux mille vingt-deux, le six juillet, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans la salle du Conseil Municipal à La Londe les Maures, sous la présidence de Monsieur François de CANSON, Président.*

#### **OBJET DE LA DÉLIBÉRATION :** **85/2022**

**SIGNATURE D'UNE CONVENTION  
DE SUBVENTION AU TITRE DU  
DISPOSITIF : « CONSEILLER  
NUMERIQUE FRANCE SERVICES »**

**PRÉSENTS :** François de CANSON, Président - Patrick MARTINELLI, 1<sup>er</sup> Vice-président - François ARIZZI, 2<sup>ème</sup> Vice-président - Bernard MOUTTET, 3<sup>ème</sup> Vice-président - Gil BERNARDI, 4<sup>ème</sup> Vice-président - Christine AMRANE, 5<sup>o</sup> Vice-présidente - Daniel MONIER, Conseiller Communautaire - Gisèle FERNANDEZ, Conseillère Communautaire - Véronique PIERRE, Conseillère Communautaire - Gérard CABRI, Conseiller Communautaire - Marie-Noëlle MARTEDDU, Conseillère Communautaire - Bénédicte LEROY, Conseillère Communautaire - Robert LUPI, Conseiller Communautaire - Nicole SCHATZKINE, Conseillère Communautaire - Cécile AUGÉ, Conseillère Communautaire - Bernard MARTINEZ, Conseiller Communautaire - Charlotte BOUVARD, Conseillère Communautaire - Jean-Laurent FELIZIA, Conseiller Communautaire - Jean-Bernard KISTON, Conseiller Communautaire - Priscilla BRACCO, Conseillère Communautaire.

**REPRÉSENTÉ(S) :** Monsieur Gérard AUBERT, pouvoir à Monsieur François de CANSON, Président.

**ABSENTS :** Néant.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Madame Cécile AUGÉ, Conseillère Communautaire.

**RAPPORTEUR :** Monsieur François de CANSON, Président.

La Communauté de communes Méditerranée Porte des Maures assure le déploiement des structures « France Services » sur son territoire, conformément à ses statuts.

Dans le cadre du plan France Relance, le Gouvernement, à travers la Banque des Territoires, propose d'aider financièrement les collectivités qui mettent en œuvre des structures « France Services » avec l'embauche (à temps plein) et la formation d'un conseiller numérique. Celui-ci viendra renforcer les équipes composées d'agents d'accueil polyvalents à travers des compétences complémentaires axées sur le numérique.

Ses interventions permettront aux usagers de s'autonomiser pour réaliser les démarches administratives et manipuler les outils numériques. L'aide de la Banque des Territoires représente un montant forfaitaire de 50 000 euros maximum pour une durée de 2 ans minimum.

Il aura notamment pour missions :

- D'informer, former et accompagner les usagers vers la maîtrise des services numériques pour une utilisation indépendante et sûre (mails, traitement de texte, installation d'une application, gestion des fichiers, service administratif... etc.)
- D'aider les usagers, notamment à :
  - o La prise en main des équipements numériques,
  - o L'achat d'outils connectés (ordinateur, smartphone, tablette... etc.),
  - o La souscription d'une offre d'accès à internet et téléphonie
- De proposer un accompagnement individuel, voire des ateliers collectifs ludiques
- D'assurer la promotion de l'utilisation des contenus en ligne utiles dans le quotidien : e-commerce, dépôt d'annonce en ligne, utilisation de France Connect, trouver les horaires de transport, un logement... etc.)

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** les compétences de la Communauté de communes Méditerranée Porte des Maures,

**VU** le plan France Relance,

**VU** le projet de convention de subvention ci-annexé,

**CONSIDÉRANT** que, dans le cadre du plan France Relance, l'Etat consacre un investissement exceptionnel pour faciliter l'appropriation par tous les Français des nouveaux usages et services numériques et finance notamment la formation et le déploiement de 4 000 conseillers numériques,

**CONSIDÉRANT** que la Communauté de communes Méditerranée Porte des Maures souhaite bénéficier de ce dispositif au travers de la création d'un poste de conseiller numérique,

**CONSIDÉRANT** que l'Etat finance ce type de dispositif sous forme de subvention, la subvention totale s'élevant à 50 000 euros maximum sur deux ans,

**CONSIDÉRANT** que l'Etat prend en charge les frais de formation initiale et/ou continue, sur la base d'une formation certifiante,

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ,  
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

**VOTE**: Unanimité 21 VOIX POUR (20 + 1 pouvoir)

**DECIDE**

- **D'ADOPTER** l'exposé qui précède,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de subvention « conseiller numérique France Services » jointe à la présente et tous documents relatifs à ce dispositif,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à accomplir l'ensemble des formalités utiles afférentes à la bonne exécution de cette délibération.

Fait à La Londe Les Maures, les Jour, Mois et An que dessus,  
Pour Extrait Conforme,

Le Président,  
Maire de La Londe Les Maures,  
Vice-président de la Région  
Provence Alpes Côte d'Azur,  
**François de CANSON**



**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

La présente délibération du Conseil Communautaire peut faire l'objet d'un recours administratif près le tribunal administratif de TOULON – 5 rue Racine – CS 40510 – 83041 TOULON CEDEX 9 – dans les DEUX MOIS à partir de sa publicité. Elle peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Communauté de communes « Méditerranée Porte-des-Maures » - 83250 la Londe-les-Maures ou d'un recours hiérarchique auprès de M. le Préfet du Var dans les DEUX MOIS à partir de la publicité de la présente DCM. Cette démarche prolonge le délai de recours près le tribunal administratif qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.